



Conférence donnée lors de la session 1999 des Semaines sociales de France, « D'un siècle à l'autre, l'Évangile, les chrétiens et les enjeux de société »

À l'écoute de la société

ROBERT ROCHEFORT

À session exceptionnelle, démarche préparatoire exceptionnelle. Ceux qui, parmi vous, étaient présents à notre rencontre d'il y a deux ans se rappellent-ils qu'il leur avait été remis, à l'époque, un petit questionnaire destiné à préparer notre Semaine sociale de cette année ? Il comportait trois questions :

1. Quels sont les enjeux majeurs auxquels notre société aura à répondre dans les prochaines décennies ?
2. Que pense-t-on que la société attende des chrétiens dans les prochaines décennies ?
3. Quelles que soient ces attentes, comment voit-on l'apport du christianisme à la société, que l'on soit chrétien ou non ?

Trois cents semainiers de 1997 avaient bien voulu répondre. Le dépouillement de ces réponses a fourni un point de départ à notre réflexion.

Ensuite — il y a un an — nos amis des antennes de province des Semaines sociales de Lille, Lyon, Rennes, Marseille... ont réuni des petites équipes autour des trois mêmes questions. Il en est résulté des comptes rendus détaillés que nous avons intégrés à notre réflexion.

Parallèlement, les Semaines sociales ont commandé une enquête qualitative approfondie à un cabinet d'études spécialisé — la société Téléos, dirigée par Mmes Larché et Legrand —, réalisée à partir de groupes de chrétiens et de non-chrétiens, de personnes plutôt jeunes et d'autres un peu plus mûres, réunis à Paris et dans certaines villes de province. Les trois mêmes questions ont servi de trame à de longues réunions (deux à trois heures) qui ont ensuite été dépouillées selon des méthodes professionnelles.

Enfin, vous avez peut-être déjà lu *La Vie* ou *La Croix* parus aujourd'hui, dans lesquelles sont publiés les résultats du sondage que nous avons commandé à l'institut ISL sur ces mêmes thèmes¹. Je remercie chaleureusement tous ceux qui nous ont aidés à mettre au point et à financer les deux phases professionnalisées et coûteuses de ce travail, et en particulier les groupes Bayard Presse et Publications de la vie catholique.

Au total, ce sont 2 500 personnes qui ont été questionnées sous une forme ou sous une autre. Dans notre session de l'an passé, j'avais indiqué que les sondages d'opinion devraient être utilisés avec précaution. Nous sommes ici dans une démarche où le sondage est venu coiffer une réflexion qui a duré deux ans. Il vérifie et quantifie des hypothèses qui ont émergé des phases qualitatives.

Je rentre maintenant dans le vif du sujet en reprenant le canevas des trois questions. Pour chacune d'entre elles, je vous présenterai les résultats auxquels nous avons abouti. Ensuite, ce sera au tour de trois jeunes de réagir, ayant eu la primeur, il y a quelques semaines, de cette analyse.

¹ Cf annexe p. 387.

Les défis de l'avenir

La première question concerne les enjeux majeurs tels que la société les ressent quand elle regarde son propre avenir. C'est le fondement même de notre démarche : partir du monde tel qu'il est et se perçoit, avec ses inquiétudes et ses espérances. Certaines réponses vont vous apparaître sans surprise et, pourtant, la force avec laquelle ces idées ont émergé ne peut nous laisser indifférents.

Bien entendu, ce sont d'abord des problèmes très concrets qui surgissent : le chômage, l'avenir des retraites, l'immigration, la démographie. Mais très vite, au-delà de ces thèmes, lorsqu'il s'agit d'entrevoir l'avenir, dans les prochaines décennies, ce sont des interrogations beaucoup plus fondamentales et plus larges qui surgissent. On peut les articuler en trois familles de questions.

Le poids excessif de l'économie

La première d'entre elles regroupe des interrogations liées à l'hypertrophie de l'économie et de l'argent dans notre société devenue presque totalement marchande. À cela se rajoute la dénonciation d'un développement continu des inégalités sociales dans les pays développés et des inégalités de développement entre les pays du Nord et ceux du Sud. Plus fondamentalement encore, c'est la question de la place de l'homme qui est posée.

Y a-t-il un pilote dans cet avion de la mondialisation économique, qui semble aller toujours de plus en plus vite, sans que l'on sache par ailleurs ni bien précisément où il va, ni plus encore qui détermine le plan de vol et par quel type d'instrument il est gouverné ?

N'assiste-t-on pas à un développement économique qui broie l'homme, au lieu de servir son épanouissement ? Les Français avaient mis plus de dix ans à se faire à l'idée d'un capitalisme compatible avec une tradition de protection et d'équilibre social, à se réconcilier avec les règles de l'entreprise, avec le profit nécessaire pour le dynamisme de la croissance. Mais derrière ce capitalisme, qualifié de rhénan par notre ami Michel Albert, il s'en cachait un autre : un capitalisme anglo-saxon financier, fondé sur une rentabilité à très court terme et faisant peu de cas des préoccupations sociales. C'est cette forme très agressive et violente de capitalisme qui se répand aujourd'hui à travers le monde, ébranlant peu à peu, mais avec constance, les différentes composantes des compromis sociaux précédents.

Un individu pris au piège d'une société trop individualiste

Le deuxième défi majeur perçu pour les décennies à venir a trait au statut de l'individu. Il ne s'agit pas de dénoncer trop rapidement « une société individualiste ». Nous savons tous que cette société s'appuie sur des fondements qui ne nous sont pas étrangers, et nous savons tous aussi que notre mode de vie nous procure un « confort au quotidien » auquel nous sommes attachés. L'interrogation est plus sérieuse : elle porte sur la très forte tension, voire la contradiction dans laquelle se trouve désormais placé l'individu. D'un côté, on fait appel à sa responsabilité : il faudrait qu'il soit capable d'être toujours de plus en plus mobile, autonome, qu'il soit capable d'apprendre à tout âge et, simultanément, il fait l'expérience tous les jours de ce qu'il perçoit être son impuissance à transformer le cours des choses qui a le pouvoir, qui décide, et avec qui entrer en négociation dans les différents champs de la vie politique, économique et sociale ? Même en ce qui concerne la vie quotidienne, les administrations trop bureaucratiques sont anonymes, elles renvoient de guichet en guichet. Dans l'entreprise, le chef de service, le directeur d'usine, voire le dirigeant lui-même, font état de leur absence de marge de manœuvre. Corinne si tout s'imposait par le système lui-même.

Aujourd'hui, l'individu est à la fois valorisé et culpabilisé. On lui reproche de ne s'intéresser qu'à ses droits et jamais à ses devoirs. Bien entendu, cela est à la fois vrai et faux, juste et injuste selon les cas. Pensons, par exemple, à l'école : il y a un discours public qui culpabilise les parents démissionnaires dans l'éducation de leurs enfants. Toutes les enquêtes tendent à prouver que ce n'est pas le cas et que très nombreux sont les parents qui accompagnent de très près leurs enfants. À tout le moins, un minimum de nuances s'impose.

Et que dire de la si précieuse liberté de l'individu supposée caractériser notre société ? Cette liberté est-elle réelle ou n'est-elle que formelle ? N'est-ce pas plutôt une liberté très encadrée par des jeux de rôle au fond très contraignants, et en tout cas extrêmement conditionnants ? Si l'individu est pris dans cette contradiction entre ce qu'on attend de lui et l'impossibilité de le faire, c'est probablement parce que les régulations collectives intermédiaires ne fonctionnent plus. L'individu est seul face à un système anonyme. La foule est composée d'individus solitaires. Dans les différentes études, les personnes interrogées ont souvent exprimé le besoin de retrouver des rythmes collectifs, des temps forts vécus ensemble, des rites sociaux.

Le vertige de la science

Le troisième défi concerne le rapport de l'homme à la science. Nous n'avons jamais été dans une étape de l'histoire où la science semblait à ce point pouvoir nous apporter le meilleur comme le pire. Bien entendu, le plus effrayant concerne les manipulations génétiques. Qu'en adviendra-t-il ? Seront-elles au service du progrès médical, capables de guérir de plus en plus de maladies, ou bien nous feront-elles transgresser de nombreuses lois naturelles et déboucher vers un nouvel eugénisme ? Mais ces thèmes concernent aussi très banalement notre vie quotidienne. Dans l'affaire de la vache folle, comme dans celle des végétaux génétiquement modifiés, les pouvoirs publics demandent aux agriculteurs et aux industriels la transparence, d'afficher la provenance des produits et les traitements qu'ils ont subis. On dit alors : « Le consommateur pourra choisir en connaissance de cause. » La belle affaire ! Sur quels critères un consommateur peut-il décider de manger un plat avec des ingrédients génétiquement modifiés ? Sur cette question scientifique, on renvoie, là encore, à l'individu, alors que celui-ci ne possède pas la maîtrise de ces questions.

Le danger d'un repli sur soi ou sur une action de proximité qui ignore les structures

Une fois posés les principaux enjeux pour l'avenir, comment nos concitoyens se positionnent-ils pour y faire face ? On note trois familles de comportements. La première, probablement majoritaire, peut être qualifiée de démissionnaire : « Tous ces problèmes sont trop importants pour qu'on sache vraiment les prendre en compte et infléchir le cours des choses. » Ce comportement démissionnaire renvoie à une attente de prise en charge sans bien savoir quelles instances sont susceptibles de jouer ce rôle. Ce comportement est plus fréquent chez les seniors et assez fréquent chez les 35-45 ans. Le deuxième comportement, c'est le salut par l'action individuelle. Les personnes qui l'adoptent raisonnent ainsi : « On est sur le terrain, on ne sait pas très bien comment prendre en compte toutes ces interrogations, mais au moins on agit, on est acteur ; mais, dégoûté par les dérives des institutions, on ne croit pas à autre chose qu'à l'action sur le terrain. » Ce sont des réponses très souvent fournies par les jeunes militants catholiques, mais aussi assez souvent par des militants laïcs. Enfin, pour un petit groupe, « il faut simultanément mener l'action sur le plan individuel, interpersonnel, sur le terrain, dans les cages d'escalier... et ne pas refuser pour autant de s'impliquer dans les instances collectives, dans les mouvements et dans les partis politiques ». C'est souvent la réponse apportée par des groupes leaders d'opinion, c'est-à-dire composés de personnes déjà militantes, déjà responsables, ou qui disposent d'un niveau éducatif élevé.

Des signes d'espoir dans l'action de personnes médiatiques ou de grands événements

Pour atténuer cette vision qui peut apparaître très négative, remarquons certains signes d'espoir. Nos concitoyens les perçoivent d'abord dans l'action de personnes connues, témoins par leurs actes et par leurs prises de parole d'une certaine forme de résistance : l'abbé Pierre, mère Teresa, sœur Emmanuelle, Coluche (treize ans après sa mort, on constate qu'il est toujours abondamment cité)²... Remarquons que ces personnes sont souvent chrétiennes. Mais il y a aussi des moments collectifs forts. La

² Il peut paraître étonnant de voir ainsi accolés des noms de personnalités bien différentes ! Nous nous contentons de retranscrire ici ce qui a été dit à ce sujet dans les réunions de groupes.

coupe du monde de football a été un événement fédérateur. La société française a perçu cette victoire comme pouvant lui permettre de reprendre confiance en elle-même, de croire en ses valeurs. On pense bien entendu également aux Journées mondiales de la jeunesse à Paris. Elles sont citées par les chrétiens et par les leaders d'opinion, les journalistes, les responsables, les élus locaux, beaucoup moins souvent par les autres groupes.

Enfin, pour conclure cette approche sur les défis à venir, signalons que les questions spirituelles ne sont pas absentes, mais qu'elles ne surgissent pas immédiatement dans les réponses. Les catholiques pratiquants, les membres actifs des Églises protestantes s'interrogent sur le processus toujours en cours de la sécularisation. Jusqu'où et vers quoi cela nous mène-t-il ? Les personnes très éloignées des Églises utilisent des mots beaucoup plus simples : « Face aux défis de l'avenir, face au matérialisme de la société, où se situera le merveilleux ? Où se situera le mystère ? »

Les attentes de la société à l'égard des chrétiens

La deuxième question dans notre grille était formulée ainsi : « Qu'est-ce que vous attendez des chrétiens ? » À n'en pas douter, nous avons opté pour une formulation très directe ! La réponse majoritaire ne le fut pas moins, presque provocante : « On n'attend rien de vous. »

Des raisons différentes pour répondre par la négative

Le plus étonnant réside sans doute dans le fait que les chrétiens eux-mêmes pensent bien souvent que la société n'attend rien des chrétiens. Pourquoi ? « Parce que, disent-ils, on n'est pas des modèles, on n'est pas meilleurs que les autres, on a des difficultés très grandes à être cohérents entre ce que l'on pense, ce que l'on professe et ce que l'on vit, on a un mal fou à s'accorder entre nous. » Être chrétien, c'est une force pour soi, des références qui guident dans l'action, mais pas plus. Telle est en tout cas la réponse la plus fréquente. La sécularisation a été intégrée par les chrétiens qui le plus souvent cantonnent l'expression de leur foi à la vie privée.

Pour les non-chrétiens, la réponse est bien différente. Ils n'attendent rien des chrétiens car il y a, à leurs yeux, trop d'écart entre ce qui est professé comme système de valeurs et les actes concrets. Pour les jeunes, à cet égard, le christianisme est même souvent jugé comme un contre-modèle, un repoussoir.

Une vision toujours institutionnelle de l'Église...

Les non-chrétiens voient les chrétiens comme un groupe très hiérarchisé : avec à sa tête un chef — le pape —, puis quelques généraux — les évêques —, et enfin des bataillons, là derrière : les fidèles. La conception conciliaire de l'Église comme peuple de Dieu n'est pas perçue par la société.

L'Église continue donc à être vue par la société comme une institution, et il se trouve, à cet égard, qu'aujourd'hui toutes les institutions sont décriées. Mais allons plus loin. Il ressort de nos travaux qu'il y a ce que l'on peut appeler des « écrans » qui font obstacle entre la société et l'Église. Ils composent des images qui justifient aux yeux de beaucoup les critiques qu'ils formulent, qui empêchent d'accéder à une compréhension des valeurs que porte l'Église, freinant en tout cas leurs éventuels désirs de s'en rapprocher.

Le premier de ces écrans tient à la richesse supposée de l'institution. Voilà bien une idée que l'on croyait dépassée, mais qui ne l'est donc pas ! Est-ce dû au fait que, dans de très nombreuses villes, les cathédrales, les grandes églises sont en pleine rénovation ? Évidemment, c'est le ministère des Affaires culturelles qui rénove le patrimoine... Mais cela conforte peut-être cette image de richesse aux yeux de certains³.

³ Publié au moment de notre rencontre, le mensuel capital de décembre 1999 portait sur sa couverture le titre alléchant : « Le business du Vatican ». Dans l'article qui traitait de ce sujet, on trouvait comme sous-titre : « La multinationale Vatican s.

En corollaire de la richesse, il y a le pouvoir : aujourd'hui, celui-ci ne s'exerce plus sur la société. Ainsi, pour beaucoup de nos concitoyens, le pouvoir supposé de l'Église est devenu principalement interne. Il s'est concentré sur un mode de fonctionnement que nombreux n'hésitent pas à qualifier d'« autoritaire ». Chacun fournissant des exemples : pour les plus âgés, les prêtres ouvriers ; pour les plus jeunes, l'affaire « Gaillot » ; pour certains, cela s'inscrit en stricte continuité de l'Inquisition, des croisades, de la colonisation française faite au nom des valeurs chrétiennes ! Bien entendu, il y a dans ces amalgames une bonne dose de mauvaise foi. Mais il faut entendre ces critiques. C'est le propre d'ailleurs des institutions que de recueillir des contestations qui renvoient pêle-mêle à leur passé et à leur réalité contemporaine.

Le second « écran » tient aux prises de position de l'Église sur les questions de morale personnelle et familiale... Le supposé refus de l'usage des préservatifs en toutes circonstances est alors presque systématiquement condamné. Plus largement, ces questions seraient toujours abordées d'une façon négative : « L'Église, dans la morale de la vie de couple, dit clairement que l'infidélité est une chose mauvaise. » Mais « nous n'entendons pas d'argument, d'expression ou de témoignage en faveur de la fidélité ». L'Église ne dit pas assez le positif, ne montre pas suffisamment comment le fait de vivre selon ses valeurs peut rendre heureux. Elle se cantonne trop souvent à rappeler ce qui est « interdit ». Tel est en tout cas l'avis majoritaire.

À l'inverse, se présenter comme une institution permet d'être entendu et cela devient un avantage lorsqu'on est d'accord avec les paroles prononcées. Et, dans ces cas-là, nombreux sont nos concitoyens qui déclarent : « Heureusement que l'Église est là » ; quand il s'agit, par exemple, de dire aux États-Unis que la peine de mort n'est pas digne d'un pays qui est la première puissance économique mondiale, ou bien encore qu'on ne règle pas les problèmes en faisant des blocus économiques, comme aujourd'hui en Irak. De même n'est-il pas inutile de rappeler que les pays du Nord ne respectent pas les engagements qu'ils ont pris pour aider le développement des pays du Sud. On n'aime pas la puissance institutionnelle, mais quand elle sert à proclamer ces reproches, bon nombre estiment la grande utilité de la démarche. Dans le sondage, il y a davantage d'avis positifs sur l'action du pape que d'avis négatifs. Cela tient pour beaucoup à ce rôle de « pèlerin du inonde » qu'il joue sans faiblir depuis plus de vingt ans, n'hésitant pas à aller à contre-courant sur de nombreux sujets.

...qui contraste avec une autre perception celle de l'Église au quotidien

C'est le prêtre qui incarne le mieux, aux yeux de nos concitoyens, l'Église au quotidien, celle qui reste toujours et facilement accessible, notamment lorsque survient le décès d'un proche : le prêtre est alors disponible, plein d'humanité et de compassion. Il est aussi celui qui ne condamne pas. À quelles tensions, voire écartèlements nos prêtres sont soumis ! Ils sont à la fois le point le plus accessible de l'institution et donc les représentants vers lesquels on peut se précipiter pour clamer son désaccord à l'égard de ce qu'elle exprime et, simultanément, ce sont des hommes d'une disponibilité extrême, toujours prêts à écouter leurs prochains. Quel contraste entre la dénonciation d'une institution qui passerait son temps à juger, et des hommes — lieutenants ou capitaines de cette armée de chrétiens — qui ne jugent pas, mais qui aident avec une humanité sans bornes ! Regrettons toutefois que cette disponibilité, cette charité ne soient que très peu perçues comme émanant des laïcs.

L'apport possible du christianisme à la société

La société déclare ne pas attendre explicitement grand-chose des chrétiens. Oui, mais ils sont là ! Et du coup, la question se pose autrement : quel peut être leur rôle et leur apport ? C'était le troisième volet de notre interrogation de départ. Les réponses surgissent facilement : « Qu'ils aident à défendre la personne face à des systèmes économiques, politiques et scientifiques qui tendent à la broyer. » Et nous voici en plein cœur de cible ! Nos concitoyens nous proposent de participer au plus passionnant et au plus essentiel des programmes : contribuer à un nouvel essor de l'humanisme qui replace l'homme au cœur de la société. Face à l'excès d'individualisme, à la montée de l'exclusion malgré le retour de la croissance, il faut retrouver le sens du partage, le sens

de l'appartenance à une collectivité de destins.

Si on voulait schématiser, on pourrait dire que le programme implicite auquel il nous est demandé de prendre part est d'une ambition extrême et qu'on peut le hiérarchiser en trois niveaux. D'abord un niveau philosophique, ontologique — certains diraient idéologique, au sens positif du terme — : affirmer le principe d'une société dans laquelle chacun doit avoir sa place. Le second niveau est politique, il nous est demandé de nous engager dans les combats avec les plus vulnérables : « Être aux côtés de ceux qui agissent ; défendre un certain nombre de leurs revendications. » Dans nos enquêtes, le soutien aux sans-papiers a souvent été cité. C'est un sujet sur lequel l'action des Églises chrétiennes a été très médiatisée et, dans l'ensemble, nos concitoyens ont plutôt apprécié cet engagement (ce qui ne veut pas dire que cela a été du goût de tous les catholiques !). Par contre, il n'y a aucune nostalgie du « parti politique » chrétien. Dans notre pays, et contrairement à certains de nos voisins européens, cette idée n'affleure même pas. En troisième niveau, on aborde l'action de terrain : une action de proximité, une action associative... Pour défendre la personne humaine, les chrétiens, c'est d'abord sur le terrain qu'on doit les voir à l'œuvre !

Dans le sondage, nous demandions également aux personnes enquêtées de choisir, parmi trois valeurs, celle qui leur semblait le plus fortement associée au christianisme. La tolérance entre les hommes est venue en tête des réponses avec 54 %, devant le refus de l'exclusion (16 %) et le partage des richesses (11 %). On peut être surpris de constater que « la tolérance » se détache autant par rapport aux deux autres réponses. De plus, les catholiques pratiquants amplifient le choix majoritaire puisqu'ils sont 66 % à répondre ainsi. Il est en tout cas indéniable que cette aspiration à la tolérance correspond à une aspiration massive de nos concitoyens et il est intéressant qu'elle soit à leurs yeux identifiée à une valeur chrétienne.

Des renseignements pour l'avenir à tirer de ces études

À propos des ordinations sacerdotales, à Lourdes, rendant compte de leur assemblée plénière, les évêques ont déclaré ne pas être des « obsédés de la statistique ». Nous non plus ! Pourtant, toutes les études réalisées pour préparer cette Semaine sociale sont intéressantes. Que faut-il en tirer comme conclusion ? Une première remarque — peut-être la plus essentielle — concerne l'importance des effets générationnels.

L'Évangile et l'Église :

nouvelle terra incognita pour les jeunes !

Aujourd'hui, dans nos sociétés, il n'existe pas d'autres sujets sur lesquels les clivages entre les générations soient aussi forts qu'à propos de la religion. Nous avons retrouvé ces différences dans toutes les phases de nos travaux. Il ne s'agit pas d'une logique d'affrontement, mais tout simplement d'un fossé considérable qui est en train de se creuser dans les expériences vécues. Pour schématiser, il y a trois groupes. Tout d'abord les plus de 65 ans : cette génération a grandi avec une éducation chrétienne, qui l'a accompagnée une bonne partie de sa vie. À l'inverse, il y a les jeunes. Élevés tout autrement, très nombreux sont ceux qui tout simplement ne connaissent pas les valeurs de l'Évangile, qui n'ont pas du tout croisé l'Église sur leur route. Au fil du temps, il y en a de plus en plus. Aujourd'hui, le curseur de cette classe d'âge pourrait être prolongé jusqu'à 35 ans. Enfin, les 35-65 ans sont dans un positionnement intermédiaire : même s'ils se sont éloignés des Églises, il leur reste des éléments de connaissance et des souvenirs. Notre sondage confirme cette typologie. Ceux qui déclarent « Très bien connaître les valeurs de l'Évangile » sont 20 % chez les plus de 65 ans, 10 % chez les 35-65 ans et 5 % seulement avant 35 ans. En ce qui concerne les plus jeunes, cette évolution se double d'une seconde variation qui m'apparaît très préoccupante. La très petite minorité de jeunes qui se réfèrent à l'Évangile et à l'Église se concentre de plus en plus dans les classes aisées et disposant de niveaux d'études supérieurs à bac + 4 ou 5.

Pas de nostalgie de la chrétienté

Le contraste entre les réponses à la deuxième et à la troisième question est très spectaculaire. Il y a certainement l'expression d'un refus énergique de retour à la chrétienté dans la façon de ne rien vouloir attendre d'explicite de la part des chrétiens. C'est ce que suggère Henri-Jérôme Gagey dans *La Croix* en commentant les résultats de nos études. S'il s'agit bien de cela, nous sommes d'accord avec l'ensemble des Français.

Je préfère dire les choses un peu autrement, mais il ne s'agit pas pour autant d'un désaccord : notre deuxième question (qu'attendez-vous des chrétiens ?) a plongé les répondants vers le passé, vers une conception institutionnelle de l'Église. À l'inverse, la troisième question (l'apport possible du christianisme à la société) les a faits se projeter vers l'avenir, intégrer la dynamique de l'action des chrétiens dans le plus beau projet social qui vaille : la défense et l'amour de l'homme, de tout l'homme et de tout homme. C'est en se glissant au creux de cette attente que le message chrétien peut fournir des réponses. Il ne s'agit de rien d'autre que de la redécouverte permanente du mystère de l'Incarnation. Attendre explicitement quelque chose des chrétiens, ce serait les voir comme extérieurs à la société, ce qu'heureusement ils ne sont pas. Et d'ailleurs cette société, avec ses réussites et ses insuffisances, avec les inquiétudes que l'on peut formuler sur son avenir, a été construite par des hommes et des femmes dont un grand nombre se référaient à Jésus Christ et aux Églises chrétiennes. Nous sommes coauteurs et solidaires de l'état dans lequel elle se trouve. C'est aujourd'hui avec les groupes représentatifs d'autres courants de pensée qu'il nous faut continuer à construire un monde meilleur, et c'est une bonne nouvelle que de découvrir un large accord sur les principes essentiels sur lesquels il convient de fonder notre action. Mais s'il n'y avait pas eu d'institution, nous n'aurions probablement jamais reçu ces témoignages transmis de génération en génération, éléments déterminants pour notre foi. Les institutions ne sont pas d'abord à combattre, elles sont aussi à défendre dès lors que l'on croit à ce qui leur donne sens et les inspire ! C'est ce qui permet ensuite de les transformer.

Les limites d'une ecclésiologie de l'enfouissement

Incontestablement, il ressort de nos enquêtes que les chrétiens « la jouent un peu trop modeste ». Il est probable que cette façon de faire n'est plus adaptée à une société qui s'est à ce point sécularisée. Aujourd'hui, si les chrétiens ne disent pas au nom de qui ils s'engagent, personne ne le devinera. Ils doivent être plus explicites, ce qui ne veut pas dire être triomphalistes. Les chrétiens doivent s'engager à fond dans la construction de ce monde tout en témoignant que, pour eux, c'est par Jésus Christ que cette action prend tout son sens. Il y aurait un danger à laisser croire que les chrétiens pourraient n'être que des pourvoyeurs d'un humanisme sans Dieu. L'écart serait alors considérable entre ce qui fonde l'Église et ce que la société en percevrait. La société se pose de nombreuses questions sur elle-même, nos enquêtes le prouvent, mais prend-elle sérieusement les moyens d'y répondre ?

On nous avait prédit, il y a quelques années, que le siècle futur s'ouvrirait par un retour des religions et du spirituel. La réalité force à dire que, pour la société française, cela n'est pas encore perceptible. Chaque année, à Noël, réapparaît ce besoin de merveilleux et de mystère. Quelle forme prend alors cette quête de sens dont on nous parle tant ? Ce sera peut-être d'aller acheter dans un magasin un bâtonnet d'encens, un jardin zen en modèle réduit, ou un disque de « chants de la nature », ou encore un tapis pour déplacer sa souris d'ordinateur qui représente une image pieuse ! C'est ce qu'on trouve aujourd'hui dans certains magasins au milieu de cadeaux plus traditionnels. Cet étrange mariage de new age et d'inspirations bouddhistes que l'on voit progressivement se répandre dans des objets de consommation et dans des publicités n'est pas à la hauteur de nos attentes. Je pense que notre société vaut mieux et qu'on a mieux à lui proposer. À nous de l'en convaincre.